Nous reproduison ci-dessous un article de N.Weiler

La catastrophe des boues rouges aurait pu être évitée

Par Nolwenn Weiler (5 novembre 2010)

La pollution aux boues rouges a tué neuf personnes en Hongrie début octobre et contaminé les villages alentours. Viktor Vida, membre de l'association hongroise Protect The Future, revient sur la catastrophe. Il révèle que les autorités étaient au courant depuis 2004 du manque de solidité des réservoirs de l'usine d'aluminium, met en cause la collusion entre pouvoir politique et industriels, et dénonce le mépris auxquels sont confrontés aujourd'hui les victimes.

Photo : Un million de tonnes de boues rouges, ces résidus toxiques issus de la production d'aluminium, se sont déversées lors de la « catastrophe » du 4 octobre (Source)

Basta ! : L'entreprise Magyar Aluminium (MAL), propriétaire du réservoir de boues rouges qui a cédé, assume-t-elle ses responsabilités ?

Viktor Vida (Protect the future) : La direction de l'entreprise essaie de botter en touche, de faire passer ça pour une catastrophe naturelle, totalement imprévisible. Il y a certes des facteurs environnementaux aggravants, notamment des précipitations très fortes. Mais si ce sont ces pluies extraordinaires qui ont causé la fissure du réservoir, comme le prétendent les membres de la direction, la compagnie aurait dû prévoir des mesures préventives ! Or, dans son plan d'urgence, l'entreprise n'avait développé aucune mesure pour le cas où le réservoir céderait.

Avant la catastrophe, des inquiétudes se sont-elles manifestées sur la solidité de ces réservoirs ?

Des alertes ont été lancées, notamment dans un bulletin interne de la compagnie, rédigé en 2004, et publié par le magazine hebdomadaire HVG [1] le 5 octobre dernier, soit le lendemain de la catastrophe. On y apprend qu'un expert, József Deák, aujourd'hui directeur des services techniques de MAL, considère comme une priorité la révision et la réparation du réservoir. « *Un des défis majeurs pour le fonctionnement futur de MAL est d'assurer la conformité aux normes environnementales* », disait-il. Il avait aussi attiré l'attention sur le fait que « *les coûts*

des interventions liées à la contamination des sols et des eaux souterraines pourraient représenter une charge financière importante pour la compagnie ». Ajoutons qu'il y avait une surcharge du réservoir.

Existe-t-il, en Hongrie, des services d'État chargés de contrôler la conformité des installations industrielles avec la législation environnementale et les règles de sécurité ?

Dans cette catastrophe, les institutions d'État, chargées de ces contrôles, n'ont pas joué leur rôle correctement. Les contrôleurs de l'Inspection régionale de Centre-Transdanubie pour la protection de la nature, de l'environnement et la gestion de l'eau, ont vérifié le réservoir de MAL deux semaines avant la catastrophe. Et n'ont signalé aucun problème ! Selon Zoltán Illés, le secrétaire d'Etat adjoint responsable des dossiers environnementaux, la vérification de la stabilité structurelle des bâtiments dans les installations industrielles ne revient pas à l'inspection régionale. Il estime que cette tâche est celle de l'agence régionale de construction, qui de son côté assure le contraire ! En fait, tout le monde se renvoie la balle. Personne ne veut assumer la responsabilité.

Comment est encadrée l'activité des entreprises en matière environnementale ?

Le ministre de l'Environnement entre 2003 et 2007, Miklós Persányi, avait déposé un projet de loi d'assurances liées à la responsabilité environnementale des firmes en cas de pollutions. Les pressions des entreprises ont été telles que le projet a été abandonné. Les entreprises faisaient valoir que cela entraverait leur compétitivité. Plus choquant encore : suite à plusieurs avertissements sur les dangers liés aux déchets toxiques produits par les réservoirs de boues rouges, en 2006, une des plus grandes associations environnementales du pays, le Clean Air Work Group avait déposé une plainte contre l'usine d'aluminium MOTIM Zrt., dont le réservoir de boues rouges est situé sur les réserves d'eau potable de la ville ! L'association demandait que ce réservoir soit inspecté et fermé. Les autorités environnementales ont empêché qu'une enquête soit menée. Tout récemment, une personne a admis au Clean Air qu'il avait reçu des instructions pour ne pas faire aboutir cette plainte.

Sous les boues rouges, existerait-il un vaste scandale de corruption ?

Cette affaire des boues rouges est emblématique de nos systèmes post-communistes dans lesquels il y a une collusion très forte entre monde économique et monde

politique. L’ancien premier ministre socialiste, Ferenc Gyurcsány, possède par exemple des intérêts directs dans l’industrie de l’extraction d’aluminium. Il est actionnaire de MOTIM Zrt., première usine d’aluminium en Hongrie. Cela révèle aussi la manière injuste dont certaines compagnies ont été privatisées. Des richesses considérables ont été accaparées alors que les salaires des ouvriers restaient peu élevés. Les trois propriétaires de l’entreprise MAL, Lajos Tolnay, Árpád Bakonyi et Béla Petrusz, font partie des trente personnes les plus riches de Hongrie. Les ouvriers de l’entreprise sont obligés de vivre en proximité directe de leur lieu de travail. Ils ont été parmi les premiers touchés par la vague de boues d’un million de mètre cube qui s’est échappée du réservoir. Les responsables affichent un lamentable mépris pour ces victimes : alors que le gouvernement a chiffré l’ampleur des dégâts à 29 millions d’euros, la compagnie a annoncé qu’elle était prête à verser 5,5 millions d’euros aux habitants touchés, répartis sur cinq ans…

Propos recueillis par Nolwenn Weiler

Traduction : Csilla Kiss